



Sur l'invitation de l'OCDE, DFI a pris part à une réunion d'experts consacrée à la nouvelle mesure proposée relative au « Soutien public total au développement durable » (SPTDD), et a permis d'identifier des fonctionnaires issus de PVD pour participer à cette manifestation. Cette rencontre a réaffirmé le besoin de focaliser le SPTDD sur le suivi des flux financiers officiels non-APD dont le but est de catalyser le financement externe de source privée, et non pas, pour l'heure, sur les flux privés catalysés, car la question complexe de l'additionnalité des fonds reste encore à résoudre.

D'autres recommandations sont ressorties de ce séminaire : l'analyse des flux nets et bruts afin de prendre en compte les reversements significatifs issus des flux officiels non-concessionnels ; l'adoption de mesures de suivi et d'analyse des tendances relatives de l'APD et du SPTDD pour chaque donateur afin d'éviter que les fonds ne soient détournés de l'APD vers le SPTDD ; l'analyse de des flux pour déceler toute distorsion de l'allocation par pays (potentiellement vers les PRI) , par secteur (vers les secteurs rentables) ou par institution (vers les IFD plutôt que les agences d'aide).

Les débats ont par ailleurs traité du risque lié au peu de priorité donnée à la mobilisation des ressources intérieures (recettes fiscales, épargne/investissement) et ont préconisé le suivi du pourcentage d'APD et de SPTDD consacré à ces ressources.

Enfin, cette rencontre recommande aussi d'inclure uniquement des flux ayant le développement durable pour objectif premier, et de concevoir des standards d'efficacité et d'impact du financement mobilisé pour maximiser la contribution envers les ODD.

Lors de cette visite, DFI a également eu l'occasion de s'entretenir avec l'OIF sur les initiatives conjointes de coopération en cours.